

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

La faible capacité d'action des autorités burundaises (au vu des difficultés économiques) en termes d'aménagement, de production ou de services publics, invite à encourager les formes de gouvernance participative visant à mobiliser et coordonner un maximum d'acteurs du développement. Le monde associatif, tout comme le secteur privé, a sa partition à jouer, notamment en affirmant un statut « d'exception » (ce qui ne veut pas dire un statut privilégié). Ce statut associatif, à but non lucratif donc, trouve sa valeur ajoutée dans sa capacité à répondre au plus près des besoins divers de la population, dans une finalité socialement intéressée et d'intérêt général. Cette spécificité du rôle et des responsabilités du monde associatif nécessite d'être réaffirmée lors du dialogue national (produit 1).

Pour ce faire (produit 1), la logique d'intervention répond à la nécessité d'affirmer, au niveau national, cette valeur ajoutée, en réduisant la défiance des autorités, ce qui nécessite en parallèle d'augmenter la crédibilité et la représentativité du monde associatif – en accompagnant les logiques (fédératives) de coalitions sectorielles et notamment les faîtières du niveau local au niveau national. A ce titre, les capacités techniques d'interpellation et de plaidoyer des associations représentatives de leurs pairs seront renforcées (produits 1 et 3).

L'appui institutionnel (produit 1) apporté aux ministères concernés visera à renforcer les liens de complémentarité et de collaboration constructive tout en préservant la fonction interpellative du monde associatif. Cet appui, doublé d'un travail de coopération avec l'association des élus locaux (ABELO) permettra d'intervenir en profondeur sur des structures pérennes capables, à terme, i) d'assurer la remontée des bonnes pratiques et les capitalisations pour des effets multiplicateurs et, plus encore, ii) de développer une véritable politique endogène de la vie associative (de manière à progressivement sortir de cette idée que l'appui à la société civile par les PTF s'apparente à de l'ingérence).

S'ajoute, au niveau local (produit 2), la nécessité de positionner les associations dans leur rôle d'acteurs innovants du développement économique et social en appuyant les initiatives locales en lien avec les PCDC et les instances de dialogues officielles (les CCDC régis par la Loi communale), tout autant que les initiatives nationales en lien avec le PND. Pour ce faire, plusieurs batteries (de différents niveaux/montants) d'appels à propositions sont prévues ainsi que des appuis par subventions directes. Par l'approche coaching, assurée par le dispositif d'appui de proximité aux associations les plus actives, l'action vise la « formation » en évitant des formations trop académiques ou générales ; elle accompagnera les porteurs de projets burundais tout au long du cycle de projet.

Enfin, l'accent mis sur la participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables permettra d'élargir la population bénéficiaire par des approches inclusives à même de permettre au plus grand nombre l'opportunité de donner leur pleine mesure en tant que citoyens, acteurs du développement, en capacité de s'exprimer dans l'espace civique et politique (produit 3).

Si ces produits sont réalisés, l'objectif spécifique de cette action sera accompli et les associations participeront activement à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du développement aux échelles micro, méso et macro. À long terme, si la participation des associations augmente, elles deviendront des partenaires efficaces et reconnus afin d'asseoir la démocratie et la culture du dialogue (objectif global). Par ailleurs, plus la population sera socialement et économiquement intégrée dans le cadre du développement, plus elle sera réceptive aux questions liées à la bonne gouvernance et à la participation démocratique. Il s'entend donc que le projet bénéficiera de manière générale aux citoyens dans la promotion et la protection de leurs droits.

Dans cette logique, nos hypothèses sont que : la situation politique, sécuritaire et socio-économique reste stable ou s'améliore ; les autorités permettent le fonctionnement des espaces de concertation et de participation citoyenne, et les associations soient motivées à dépasser la logique de captation de fonds et à s'engager dans la vie économique, politique et sociale.

Pour ce faire, le programme (i) se concentrera sur les mêmes zones géographiques que le PASCBS, pour répondre à un besoin de profondeur, ainsi que dans un souci de capitalisation et afin d'éviter la dispersion et l'émiettement des actions sur tout le territoire national, (ii) visera une durée d'au moins 36 à 48 mois, (iii) sera mis en œuvre à travers une gestion décentralisée où le programme sera géré par une entité capable de gérer une floraison importante de différent type de contrats.